

Après la mission de l'Union Européenne

# Missions de L'UA et du Groupe ACP en visite chez nous



Saïd Gini (au centre)

Trois jours après le départ de la délégation de l'Union Européenne, venue "explorer" la situation en Mauritanie, notre pays a reçu, samedi 1er octobre, deux autres missions dont l'une de l'Union africaine (UA) et l'autre du groupe Afrique Caraïbes Pacifique (ACP).

La délégation de l'UA, conduite par Saïd Gini, responsable de la paix et de la sécurité a été reçue par le chef de l'Etat. Il a été question, au

cours de cet entretien, des voies et moyens pour soutenir la transition pour un retour à la légalité constitutionnelle. M. Saïd a déclaré, à l'issue de l'audience, que "bien que l'UA ne reconnaisse pas les nouvelles autorités, elle est cependant prête à les aider pour un retour rapide à la légalité constitutionnelle." Rappelons qu'au lendemain du coup d'Etat du 03 Août, l'organisation panafricaine avait suspendu la Mauritanie de ses instances. Ce

coup d'Etat, salué par tous les partisans et adversaires du régime déchu, est un véritable casse-tête pour l'UA qui envisage, d'ailleurs de revoir sa position sur les prises de pouvoir par les armes. De l'avis de certains juristes et spécialistes du droit international, l'UA qui ne prévoit aucun mécanisme de sanctions contre les pouvoirs dictatoriaux, ne saurait être fondé à crier au scandale quand ces mêmes pouvoirs sont renversés autrement que par

les urnes.

La délégation du club ACP, conduite par Diana Oumar, ambassadeur de Madagascar, a également été reçue par le chef de l'Etat. M. Diana a indiqué que les pays ACP sont venus apporter leur soutien à un pays membre. Il a qualifié les engagements du CMJD de nobles et a assuré la Mauritanie du soutien du groupe ACP dans le cadre de l'accord de Cotonou avec les partenaires européens.

Il faut souligner que la position de l'UE, toujours dans l'expectative concernant notre pays, sera fort probablement influencée par l'attitude de l'UA et du groupe ACP.

## Rencontres du groupe ACP avec les partis politiques

Le dimanche 2 octobre, les deux délégations, celle du Groupe ACP et de l'UA rencontreront séparément, à l'hôtel Mercure, ex-Marhaba, les représentants des partis politiques. Dans la première heure, c'était la délégation du groupe ACP qui devait entendre les acteurs politiques lesquels avaient fait preuve de beaucoup de retenue dans leurs interventions pour exprimer la même volonté de voir ce groupe défendre la Mauritanie auprès de l'Union Européenne en novembre prochain lors de la réunion de celle-ci avec la délégation mauritanienne pour le déblocage des financements mis à la disposition de notre pays.

Une unanimité de voix qui fera dire aux trois ambassadeurs de cette délégation ACP qu'autant ils ont été impressionnés par la force de conviction des arguments du président du CMJD, autant ils l'ont été, au cours de ce débat, par cette adhésion de la classe politique au programme des nouvelles autorités. L'ambassadeur du Niger dira : "Nous ne voyons aucune raison pour que la Mauritanie ne réussisse pas sa transition, comme nous l'avons fait au Niger où la situation était identique à ce qui se passe aujourd'hui dans votre pays. Mais, à ce premier niveau vous avez une première responsabilité en tant qu'acteurs politiques. C'est que l'adhésion des populations au changement qui vient d'intervenir, la cohésion sociale qui s'en est suivie doivent être confortées, rentabilisées et c'est la responsabilité de chacun d'entre vous. Le second facteur de réussite de cette transition démocratique c'est que les partenaires au développement devraient pouvoir accompagner la Mauritanie pour ne pas fermer les sources de financement. Ce que nous allons faire, en tant qu'amis de la Mauritanie lorsqu'au titre de l'article 96 en novembre prochain, les autorités mauritaniennes vont se présenter pour engager les consultations politiques avec le partenaire de l'Union Européenne, c'est que nous serons présents pour appuyer votre délégation et l'encadrer jusqu'au parachèvement de cette opération. Car l'objectif que nous poursuivons c'est celui d'une transition vers le retour à une vie constitutionnelle normale qui soit la plus rapide possible et qu'elle soit soutenue économiquement et que les 24 mois ne constituent pas une sorte de hiatus dans

le partenariat économique entre l'Union européenne et votre pays." L'ambassadeur de Guinée dira : "Il résulte de tout ce que nous avons entendu ici que la préoccupation essentielle : tout le monde, toutes sensibilités confondues reconnaît la nécessité de la venue de ce changement du 3 août dernier. Tout le monde est d'accord quelques soient les petites dissensions qui sont intervenues dans les formes et les méthodes et je vous le dis fraternellement, en politique quand on acquiert des acquis, il faut les saisir. Si vous les ratez au moment opportun, vous perdez tout le reste. C'est vous qui savez ce que vous avez supporté et vécu jusqu'à aujourd'hui. Alors, il faut saisir cette opportunité offerte par ce Conseil Militaire afin que, comme vous le dites si bien et vous le sollicitez que les promesses soient tenues et dans les délais. Et dans ces conditions vous parviendrez à construire au fur et à mesure le reste. On a rien d'autre à vous dire, puisque tout le monde vient vous voir et veut vous accompagner dans cela. C'est dans ce cadre que nous sommes là pour vous aider et nous pensons que la Mauritanie fera école pour les autres pays africains." Le président du comité des ambassadeurs devait par la suite remercier les représentants des partis politiques pour leur disponibilité et la force de leurs arguments et souhaitera que la Mauritanie réussisse dans ce changement qui sera retenu par l'Histoire. Au sortir de ce débat nous avons rencontré quelques uns des acteurs politiques qui ont donné leur avis sur cette rencontre. Pour Moustapha Ould Bedredine, vice-président de l'UFP, "cette réunion, comme celles qui

l'ont précédé avec l'Union Européenne les 27, 28 et 29 septembre 2005, la Conférence islamique et l'Union africaine, était encourageante. Car, nous sommes venus pour les convaincre d'accompagner la Mauritanie dans ce processus transitoire. A la différence qu'aujourd'hui nous avons trouvé des gens tout disposés à nous aider à réussir. Donc la volonté était réciproque sur ce qui doit se faire pour un retour à une vie constitutionnelle normale." Pour Cissé Amadou Cheikhou de l'AJD, "les partis politiques ont exprimé leur joie face au changement et remarqué que la feuille de route que le CMJD a présenté, sied à leurs revendications. Nous aurions souhaité que d'autres sujets y soient inclus comme le retour organisé des déportés, du problème de la cohabitation et du problème de l'esclavage pour l'éradiquer à jamais. Les représentants de l'ACP nous ont tenu un discours convaincant et nous avons eu la chance d'avoir dans cette délégation de l'ambassadeur du Niger qui nous a édifié sur la transition intervenue dans son pays." Pour Itewel Oumrou Ould Hmeida, secrétaire général de l'UPC, "cette rencontre nous a permis de constater pour la première fois que les mauritaniens se sentent libres de parler, notamment de l'esclavage, des déportés et bien des choses. Les avis versaient tous dans la nécessité de réussir cette phase de transition."

### Rencontre de la délégation de l'UA avec les partis politiques

En seconde heure, c'était au tour de la délégation de l'Union Africaine de se réunir avec les représentants des partis politiques. Le président de cette délégation de l'UA, M.

Said, devait quant à lui dire que l'objet de sa visite est de savoir ce que l'Union Africaine peut faire pour aider la Mauritanie dans cette phase de transition démocratique. Après un bref quiproquo sur le titre de doyen que voulait s'approprier le président du PLEJ mais qui lui sera contesté, entre autres par Boidiel Ould Houmeid, la parole sera donnée au premier s'étant présenté comme étant le porte-parole d'un groupe dit "Bloc des Partis pour le Changement" composé de onze partis (PLEJ, PTUN, AJD, PTM, PDLM, PUDS, PMR, PMDE, PCDM, UDN, UNLJD). M. Bâ Amadou Allassane entamera son propos en qualifiant le pouvoir déchu de despotique, de dictature sanguinaire avant de demander "le démantèlement du système mis en place par cet ancien régime et un audit pour savoir où est passé l'argent de la Mauritanie." Isselmou Ould Hannefi, président de l'USD demandera, quant à lui, à l'Union africaine d'appliquer l'expérience indésosienne à Mauritanie pour aider au financement des petits partis émergents afin de réussir le processus de transition.

Cheikh Ould M'Haimed du Front Populaire dira que " nous avons besoin de tout sauf de l'ingérence extérieure". Tijani Koita, président de l'UNDD se félicitera du changement du 3 août et demandera à ce que l'UA accompagne la Mauritanie dans cette étape transitoire. Nana Mint Cheikhna parlera au nom du RFD pour souligner que son parti soutient le changement mais que la première garantie doit être une transparence de la gestion de cette période de transition notamment en éloignant l'administration centrale